

# CHARTRE CHANTIER PROPRE

---

**LA MAISON DES CHERCHEURS CAEN (14)**

**Le 13 avril 2022**

# SOMMAIRE

---

## Table des matières

SOMMAIRE .....	2
1. PRÉAMBULE.....	4
2. Objectifs de la Charte Chantier Propre.....	5
3. Définition des rôles.....	5
3.1 Le Maître d'ouvrage .....	5
3.2 Le Maître d'œuvre .....	5
3.3 Le coordonnateur SPS .....	6
3.4 Le bureau de contrôle .....	6
3.5 L'entreprise.....	6
3.6 Le Responsable Environnement du Chantier (R.E.C).....	7
3.7 Le Référent Environnement (R.E.) .....	7
4. Préparation de chantier.....	8
5. Organisation du chantier .....	8
5.1 Documents à réaliser .....	8
5.2 Informations aux interlocuteurs.....	11
5.3 Dispositions particulières .....	12
6. Gestion des déchets .....	13
6.1 Rappel concernant les déchets.....	13
6.2 Tri des déchets.....	14
6.3 Suivi des déchets .....	16
6.4 Estimation des quantités de déchets .....	17
6.5 Réduction de la production de déchets .....	17
7. Gestion des nuisances, pollutions et consommations de ressources .....	18
7.1 Gestion des nuisances .....	18

7.2	Gestion des pollutions .....	20
7.3	Limitation des consommations de ressources .....	22
7.4	Protection de la faune et de la flore.....	23
8.	Pénalités .....	23
ANNEXES.....		25
1.	Pictogrammes des différents types de déchets .....	25
2.	Bordereau réglementaire de suivi des déchets.....	28
3.	Organigramme de gestion des déchets de chantier.....	30
CADRE DE RÉPONSE.....		31
1.	COMPÉTENCES ET MÉTHODOLOGIE.....	32
2.	IDENTIFICATION ET MAITRISE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU CHANTIER .....	33
3.	ORGANISATION ET GESTION DES DÉCHETS.....	34
4.	LIMITATION DES NUISANCES LIÉES AU CHANTIER .....	36
5.	CHOIX DES MATÉRIAUX ET PRODUITS DE CONSTRUCTION .....	36

# 1. PRÉAMBULE

---

Dans un objectif de réduction des impacts environnementaux, la SPL EPOPEA et La Caennaise souhaitent intégrer une démarche de chantier propre à l'opération de la Maison des chercheurs.

Ainsi, **la présente charte fait partie des documents contractuels constituant le marché et est annexée à ce-dernier.** Les entreprises devront donc prendre en considération dans leur offre les dispositions mentionnées qui seront contractuelles. Toute disposition relevant de l'application directe des exigences de la charte ne pourra en aucun cas faire l'objet d'un devis de travaux supplémentaires.

Chaque entreprise intervenant sur le chantier devra se conformer aux lois, décrets, arrêtés, documents réglementaires et normatifs, ainsi qu'au code de l'environnement, au code de la construction et de l'habitation, au code du travail et au code de la santé publique en vigueur.

Il conviendra aux entreprises de vérifier la dernière réglementation en vigueur.

Lors de la consultation, chaque entreprise devra remettre une note de synthèse définissant les dispositions environnementales qu'elle propose de mettre en œuvre durant le chantier.

Cette note de synthèse devra a minima :

- Estimer les quantités de déchets produits (en tonnes) par type, et les montants consacrés à leur traitement ;
- Définir ses besoins en zone de tri et de stockage à proximité des postes de travail en indiquant les moyens nécessaires envisagés et les périodes concernées ;
- Préciser la méthode de sensibilisation du personnel à l'environnement (indications, consignes de tri, informations, formations, ...) ;
- Identifier les impacts environnementaux liés aux activités du chantier et les moyens à mettre en œuvre pour limiter ces nuisances ;
- S'engager à nommer un Responsable Environnemental de Chantier (REC) ;
- Spécifier les moyens de contrôle qu'elle utilisera durant le chantier.

Remarque : Une synthèse des prescriptions environnementales pour les entreprises est disponible en annexe.

## 2. Objectifs de la Charte Chantier Propre

---

La présente charte a pour objectif de réduire ou d'éliminer les nuisances à l'environnement que ce soit en termes de :

- Quantité de déchets de chantier (notamment ceux mis en décharge : réduction des emballages à l'approvisionnement, optimisation de la valorisation des déchets de chantier)
- Consommations d'énergie et d'eau
- Nuisances sonores et vibratoires : causées aux riverains et aux compagnons (bruits des engins, des camions de livraisons et des travaux)
- Pollution du sol, du sous-sol et de l'eau (huiles de décoffrage végétales, décantation des eaux de lavage du béton avant rejet)
- Impact du chantier sur la biodiversité et les milieux
- Pollution de l'air (poussière)
- Nuisances visuelles (aspect du site en cours de chantier)
- Nuisances liées au trafic
- Garantie de la propreté sur chantier
- Risques sur la santé des ouvriers (acoustique, poussière, boue...)

Les nuisances que générera le chantier doivent faire l'objet d'une étude approfondie pour en limiter l'intensité et/ou la durée et pour en réduire les effets sur le personnel de chantier, les riverains et le trafic.

## 3. Définition des rôles

---

L'ensemble des intervenants sur le chantier est concerné par la présente charte. Toute personne se doit d'être vigilante, dans la mesure de ses compétences, et doit informer la personne assurant le rôle de Responsable Environnement du Chantier (REC) en cas de doute ou de non-respect de la charte.

Plus particulièrement, la gestion de la qualité environnementale du chantier sera assurée par :

### 3.1 Le Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage veille au respect de la présente charte.

### 3.2 Le Maître d'œuvre

Le maître d'œuvre intègre le volet environnemental dans sa mission de suivi de chantier. Il vérifie lors de la mise en place du chantier et lors des visites hebdomadaires du respect de la présente charte, et donne son avis sur les différents éléments proposés par les entreprises. Il assure aussi le suivi des rapports fournis par le responsable environnement du chantier (REC).

De façon hebdomadaire, le Maître d'œuvre réalise une réunion au cours de laquelle il intègre un **paragraphe spécifique au suivi environnemental de chantier** (tri, pollution, phases présentant des inconvénients, risques, gênes...), et assure la prise en compte des remarques des riverains.

### 3.3 Le coordonnateur SPS

Définie par la Loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et par le Décret d'application 94-1156 du 26 décembre 1994, la mission du coordonnateur "SPS" intègre des préoccupations environnementales. Il coordonne :

- La mise en place de la circulation des véhicules et des personnes sur le chantier,
- Les conditions de stockage et d'élimination ou d'évacuation des déchets,
- La maîtrise des nuisances pouvant porter atteinte à la santé des travailleurs, telles que le bruit, les émanations et poussières, les substances et produits toxiques ou dangereux, etc.

Lors de ses visites de chantier, le coordonnateur SPS constate du respect ou non de la présente charte et réalise ensuite un rapport d'activité qu'il diffuse à l'ensemble des intervenants du projet. Ce rapport abordera les points suivants :

- Incidents de chantier (accidents, pollution accidentelle, retard important, etc.) ;
- Les plaintes éventuelles des riverains et leur traitement ;
- La mise à jour des plans du chantier (cantonnement, zone de stockage, etc.) en fonction des phases du chantier ;
- Analyse et propositions sur les remarques des organismes de contrôle en matière environnementale (bureaux de contrôle, étude de sol, etc.) ;
- Les manquements à la présente charte, accompagnés d'une analyse et d'une note d'information ;
- Le relevé des compteurs des énergies et fluides et les surconsommations, accompagnés d'une analyse et d'une note d'information ;
- Les dépenses de nettoyage et des coûts de consommation en énergies et fluides ;
- Les quantités de déchets évacués, avec copie des bons de transport et de livraison ;
- Les phases ultérieures présentant des inconvénients, des risques possibles ou des gênes.

### 3.4 Le bureau de contrôle

Le bureau de contrôle doit être force de proposition et de validation de solutions.

### 3.5 L'entreprise

Les entreprises de travaux sont responsables de la réalisation des travaux qui leur sont confiés et veille au bon déroulement du chantier suivant les critères décrits dans la présente charte. Les entreprises vont donc mettre en œuvre toutes les solutions techniques propres à réduire les gênes sur l'environnement.

De plus, chaque entreprise désigne son référent environnement (RE), responsable de l'application des consignes de la charte chantier propre.

### 3.6 Le Responsable Environnement du Chantier (R.E.C)

Il est désigné par les entreprises et présent durant toute la durée du chantier. Généralement, il s'agit d'une personne faisant partie de l'entreprise titulaire du compte prorata.

**En phase préparation de chantier**, il assure :

- La réalisation du SOSED ;
- La vérification de la cohérence entre la présente charte et les PPSPS des éventuels sous-traitants ;
- La conception et la reproduction du livret d'accueil destiné à l'ensemble des intervenants du chantier ;

De plus, il devra présenter l'évolution du chantier lors des rendez-vous de suivi de chantier qui se tiendront au moins une fois par mois.

**En phase travaux**, ses missions seront de :

- Délivrer le livret de chantier à chaque intervenant avant le début de ses travaux pour assurer la continuité des exigences environnementales du chantier ;
- Former l'ensemble des entreprises au tri de déchets sur le chantier ;
- Veiller à ce que la présente charte soit respectée à tous les stades d'avancement du chantier (propreté, bruit, poussières, pollutions diverses...) ;
- Veiller au respect du SOSED ;
- Préparer et animer des réunions de sensibilisation/formation avec les compagnons sur le sujet Qualité Environnementale du chantier (1 par mois au minimum) ;
- Organiser l'information aux riverains de la zone ;
- Mettre en place une logistique de tri par une signalisation appropriée ;
- Mettre en place une procédure de suivi du remplissage des bennes, afin d'optimiser les rotations ;
- Rechercher les filières permettant un maximum de valorisation et de recyclage des déchets collectés sur le chantier ;
- Gérer les déchets sur le site (collecte, contrôle, tri et évacuation) ;
- Tenir à jour les bordereaux de suivi des déchets et leur transmission au Maître d'œuvre ;
- Veiller à ce que tout brûlage sur le chantier soit interdit (conformément à la réglementation) ;
- Tenir à jour le « classeur environnement » du chantier ;
- Relever mensuellement les consommations de fluides et d'énergie sur le chantier, et les renseigner dans le « classeur environnement » ;
- Participer aux réunions de chantier pour faire le point sur la gestion environnementale ;

### 3.7 Le Référent Environnement (R.E.)

Le référent environnement de chaque entreprise (qui doit être désigné au début du chantier) assure l'application de la charte chantier propre par son entreprise. Il sera l'interlocuteur privilégié du REC, c'est pourquoi il est préférable que cette personne soit présente de façon permanente lors de l'exécution des prestations.

Le référent environnement est chargé de sensibiliser le personnel de son entreprise et d'effectuer le contrôle des engagements contenus dans la charte « chantier propre », notamment :

- Le respect de la propreté du chantier ;
  - Le non dépassement des niveaux sonores réglementaires ;
  - La limitation des nuisances afin de respecter le voisinage ;
  - L'exécution correcte du tri des déchets sur chantier ou la récupération des déchets produits par l'entreprise si celle-ci n'utilise pas les bennes du chantier ;
  - La participation à l'évaluation du déroulement du chantier à l'occasion des bilans mensuels annexés aux comptes rendus de réunions de chantier ;
  - La tenue à jour du « classeur environnement » dans lequel toutes les anomalies constatées sur le chantier sont consignées.
  - La vérification de la mise hors tension des installations avant la fermeture du chantier.
  - Le suivi des plaintes et réclamations riveraines, et leur traitement dans la mesure du possible.
- Un tableau de suivi de ces réclamations indiquant à minima : la date, l'origine, et la raison de la plainte ainsi que les actions correctives et/ou préventives sera mis en œuvre par les référents environnement. En cas de mécontentement important des riverains, la maîtrise d'ouvrage devra être impérativement alertée et pourra déclencher une réunion à laquelle devront participer les référents environnement.

## 4. Préparation de chantier

---

La réunion de préparation du chantier se fera en présence du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre, du coordonnateur SPS, des entreprises et de tout autre intervenant du chantier.

Cette réunion, en plus d'établir les règles de bon fonctionnement du chantier, abordera notamment les points suivants :

- Rappel des objectifs environnementaux recherchés ;
- Désignation du Responsable Environnement de Chantier (généralement le responsable de l'entreprise Gros-œuvre) ;
- Désignation des Référents Environnementaux (un par entreprise) ;
- Définition des dispositions prises en vue de l'information et la sensibilisation des compagnons en matière environnementale ;
- Recensement des points sensibles devant être intégrés durant le chantier ;
- Définition des tâches bruyantes ne pouvant être évitées ;

La préparation du chantier sera un moment clé pour prévoir et limiter les nuisances faites au voisinage, notamment concernant l'encombrement de la circulation aux heures de pointes.

**La plus grande vigilance sera demandée afin d'assurer la sécurité du voisinage et des riverains.**

## 5. Organisation du chantier

---

### 5.1 Documents à réaliser

#### 5.1.1 Plan d'aménagement de chantier



Un plan d'installation de chantier prévisionnel, ainsi qu'une note descriptive et d'organisation s'appuyant sur l'analyse du site (environnement proche, trafic routier, aire de stationnement...) seront préparés par le coordonnateur SPS et joints au dossier d'appel d'offres.

Il servira de base de travail pour les entreprises, qui devront fournir leurs besoins en logistique, ainsi qu'une proposition de plan d'installation de chantier.

Le plan d'installation de chantier fourni par les entreprises devra comporter a minima :

- La limite de chantier (matérialisée par une clôture de chantier),
- La base de vie (positionnement, contenu quantitatif en sanitaires, vestiaires, WC, cantine),
- L'arrivée des énergies et des fluides (avec point d'arrêt et compteur),
- L'entrée et la sortie des engins et camions (livraison et enlèvement) avec si possible un sens unique (sortie distincte de l'entrée) ;
- Les zones de stockage des matériaux et produits ;
- Les aires de stockages des bennes à déchets en fonction de l'avancement du chantier ;
- La zone de traitement des polluants possibles ;
- L'aire réservée au dépôt des terres
- Les zones sensibles vis-à-vis du bruit.
- La végétation et les éléments la protégeant ;
- Les zones de stationnement des véhicules du chantier (véhicules particuliers, véhicules de l'entreprise en cours de journée, ...) ;
- Les panneaux de signalisation de chantier en lien avec le plan de circulation défini ;
- Les grues en indiquant les hauteurs et zones de giration possibles ;
- Les aires d'accompagnement pour la mise en œuvre du béton : aire de nettoyage et fosse de décantation des laitances pour les toupies et bennes de bétons ;

*Remarque : La circulation des engins de chantier et l'accès au chantier devront être envisagés de manière à ne pas gêner la circulation.*

Le plan d'installation de chantier final sera élaboré par le REC à partir des spécifications particulières de chaque lot, et sera ensuite validé par coordonnateur Sécurité (SPS) avant le début des travaux.

### 5.1.2 Élaboration d'un SOSED

Les éléments spécifiques à la gestion des déchets seront intégrés à un SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi des Déchets). Ce document détaillant l'ensemble des éléments d'un marché concernant la gestion des déchets sur le chantier devra être réalisé par le responsable environnement du chantier (REC).

Le SOSED définit la mise en œuvre d'un programme d'organisation et de suivi de l'évacuation des déchets de chantier du bâtiment. Il quantifie les déchets du chantier dans les différentes classes de déchets, par corps d'état ou tous corps d'état dans le but de valoriser au maximum ces déchets, de les évacuer au plus proche et dans les meilleures conditions économiques.

À cette fin, les entreprises décriront au mieux les différents modes de tri et de sélection au poste de travail, sur chantier ou sur des plates-formes appropriées, tout comme elles préciseront les centres de

stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer.

Enfin, les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux devront être précisés.

Le SOSED permettra alors aux entreprises d'exposer et de s'engager sur :

- Les quantités et le type de déchets produits ;
- Les centres de stockage ou centre de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer ;
- Les méthodes qui seront employées pour assurer le tri des déchets ;
- Les moyens de contrôle et de suivi mis en œuvre pendant le chantier, afin de vérifier le respect du SOSED.

**Remarque : Le chantier se déroulant en corps d'états séparés, chaque responsable environnement conserve la responsabilité des déchets que son entreprise produit.**

### 5.1.3 Classeur environnement du chantier

Un classeur spécifique au suivi environnemental sera réalisé par le REC qui le tiendra à jour avec le soutien des RE. Ce classeur devra être mis à disposition dans la salle de réunion, et comportera a minima :

- Les comptes rendus de suivi du chantier ;
- La charte chantier propre ;
- Les documents de sensibilisation du personnel (établis par les entreprises) ;
- La liste des éventuels accidents environnementaux survenus lors du chantier et de toutes les anomalies constatées à chaque visite de chantier (fuite d'huile, non-respect du tri des déchets, non-conformité des matériaux mis en œuvre, non-respect de la charte chantier propre...) ;
- Le registre de réclamations des riverains, des services municipaux, des concessionnaires (en incluant les moyens de gestion des plaintes mis en œuvre) ;
- Le registre de suivi de l'enlèvement des bennes
- Les bordereaux de suivi des déchets avec les taux de valorisation des déchets ;
- Les agréments des lieux de destination finale des déchets du chantier (centre de stockage, déchetterie, centre de valorisation...) ;
- Le tableau de suivi mensuel des compteurs d'eau et d'électricité ;
- Les opérations de nettoyage y compris passage éventuel de la balayeuse sur voirie ;
- Le suivi des fiches d'impacts environnementaux et de gestion des déchets ;
- Les Fiches de Données Sécurité des produits dangereux utilisés sur le chantier (FDS) ;
- Les quantités de déchets prévisionnels et la filière de traitement des déchets envisagée et fournies par les entreprises.
- Les FDES (Fiche de Déclaration Environnementale et Sanitaire) ou données environnementales des matériaux ;
- Les certificats ACERMI des isolants ;

### 5.1.4 Bilan environnemental de fin de chantier

Une réunion de fin de chantier devra être organisée pour dresser le bilan de la démarche environnementale du chantier, et les conclusions de cette réunion seront formalisées par le contrôleur SPS.

Ce Bilan environnemental permettra d'évaluer si les objectifs préfixés par la présente charte ont été atteints, et mettra en avant les entreprises ayant été les plus respectueuses de cette charte.

Les différents points abordés dans ce bilan seront alors :

- Les réclamations des riverains et leur traitement ;
- Les dispositions appliquées afin de réduire les bruits de chantier ;
- Les incidents ou accidents environnementaux ayant eu lieu durant le chantier, ainsi que leur traitement ;
- Le suivi des consommations d'eau et d'énergie du chantier ;
- Les surconsommations identifiées en énergie et fluides, accompagnées d'une analyse et d'une note d'information ;
- Les quantités de déchets évacués, avec copie des bons de transport et de livraison ;
- Les résultats détaillés sur la gestion des déchets :
  - Nombre de bennes et présence d'une benne spécifique Déchets Dangereux ;
  - Présence d'un affichage pour le tri ;
  - Des tableaux récapitulatifs du traitement des différents types de déchets par lot ;
  - Un comparatif de la gestion des déchets avec les objectifs visés (quantité estimée et quantité réellement produite, taux de valorisation...)

Sur cette base, des gratifications seront attribuées aux entreprises les plus vertueuses dans le respect et la mise en application de cette charte selon les critères suivants :

De plus, lors de cette réunion, le contrôleur SPS récupérera le Classeur Environnement du chantier complètement renseigné, afin de faire le bilan sur la gestion environnementale du chantier.

## 5.2 Informations aux interlocuteurs

Afin d'assurer la communication et la compréhension du chantier et de la présente charte auprès de différents interlocuteurs, certaines dispositions devront être prises.

### 5.2.1 Informations aux riverains

Dans le but de faciliter l'information et la communication avec les riverains, ainsi que de réduire les nuisances engendrées par le chantier, l'entreprise titulaire du compte prorata devra :

- Afficher des informations permanentes :
  - Architecture du projet (parking, zones paysagées, hauteur du bâtiment, nature des façades, orientations...) ;
  - Activité prévue dans le futur bâtiment ;
  - Déroulement du chantier (principales phases) ;
  - Précautions mises en œuvre pour limiter les impacts sur l'environnement ;
  - Moyens utilisés (grue, engin de terrassement...) ;

- Principales nuisances et leur durée estimée (trafic, bruit, poussière...) ;
- Planning prévisionnel des opérations bruyantes à l'attention des riverains (document à mettre à jour selon les modifications) ;
- Coordonnées du Maître d'ouvrage ;
- Communiquer des informations concernant les horaires de travaux ou les durées des phases de travaux bruyants aux riverains via un affichage et/ou un courrier si nécessaire ;
- Mettre à disposition une boîte aux lettres dans la rue à l'entrée du chantier pour permettre aux riverains de déposer leurs plaintes ou questions ;

### 5.2.2 Informations au personnel de chantier

De plus, pour faciliter la compréhension et l'application de la présente charte par le personnel de chantier, l'entreprise titulaire du compte prorata devra :

- Mettre en place la signalétique sur le chantier (**cf. 5.1.1 Plan d'aménagement de chantier**) ;
- Identifier clairement les entrées et sorties du site pour les visiteurs et les livreurs ;
- Traduire les notes d'informations dans le cas d'une présence de communauté minoritaire parlant une autre langue dans les environs ou travaillant sur site.
- Mettre en place des indications quant au poste de police le plus proche et la caserne de pompiers la plus proche dans :
  - La réception
  - La cantine
  - Les bureaux généraux

De plus, le responsable environnemental du chantier devra lui aussi prendre certaines dispositions :

- Réaliser et délivrer le livret d'accueil à tous les intervenants du chantier avant le début de leurs travaux ;
- Réaliser des réunions d'informations sur l'encadrement du chantier dès l'arrivée de nouvelles entreprises ou de nouveaux corps de métier
- Réaliser régulièrement des rappels à la réunion d'information auprès des intervenants du chantier ;
- Identifier clairement les issues de secours et les procédures d'évacuation, et effectuer des exercices d'alerte.

## 5.3 Dispositions particulières

Pour compléter les précédentes dispositions, il est demandé à ce que les suivantes soient elles aussi prises en compte :

### 5.6.1 Base-vie

Concernant la base vie, l'entreprise titulaire du compte prorata devra :

- Mettre en place un système participatif de type « boîte à idée » à l'entrée de la base vie pour les compagnons souhaitant apporter des améliorations à la démarche environnementale du chantier ;
- Mettre à disposition dans la base vie de plans délimitant les différentes zones du chantier et leur fonctionnement (stationnement, cantonnement, stockage, matériaux, déchets, etc...) ;
- Installer et signaler clairement les poubelles permettant le tri des déchets alimentaires dus à la présence des compagnons dans les cantonnements de chantier (conformément au tri déjà effectué par la municipalité) ;
- Identifier et signaler clairement la zone fumeurs à l'extérieur et mettre à disposition des cendriers à vider régulièrement ;
- Poubelles à chaque étage à vider régulièrement

### 5.6.2 Chantier

De manière générale sur le chantier, les dispositions suivantes devront être prises par l'entreprise titulaire du compte prorata :

- Identification des zones du chantier par une signalétique particulière (stationnement, accès livraisons, base vie, bennes à déchets...) ;
- Installation de panneaux indiquant l'itinéraire pour le chantier et les accès livraison ;
- Identification claire de chaque benne ou aire de dépôt par une couleur, un numéro, un pictogramme ou une représentation (dessin ou photo) des déchets qui y sont collectés (Cf. annexe : Pictogrammes déchets).

### 5.6.3 Propreté sur le chantier

Enfin, pour assurer la propreté du chantier, le nettoyage des cantonnements intérieurs et extérieurs, des accès et des zones de passages, ainsi que des zones de travail, devra être effectué régulièrement par **chaque intervenant sur le chantier**.

De plus, après intervention, chaque entreprise veillera à mettre disposition des entreprises intervenant à sa suite un espace de travail déblayé et propre.

## 6. Gestion des déchets

---

Dans le cadre de la charte chantier propre, une importance toute particulière sera portée à la gestion des déchets.

### 6.1 Rappel concernant les déchets

- **Déchets inertes non dangereux (ex D.I.)** : Déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique de nature à nuire à l'environnement. Les déchets inertes sont destinés soit au recyclage, soit au stockage en site de classe III.

Exemples : terre et matériaux de terrassement non pollués, béton armé, pierres, briques, carrelages, ardoise, laine de roche, enrobés bitumineux, asphalte coulé...

- **Déchets dangereux (ex D.D.)** : Déchets présentant une ou plusieurs propriétés de danger ou contenant des substances toxiques ou nocives pour l'homme ou pour l'environnement. Ces déchets devront être stockés dans des conteneurs étanches et confiés à des éliminateurs agréés pour l'incinération des produits dangereux.

Exemples : bois traités avec des sels ou oxydes de métaux lourds, amiante, accumulateurs, piles, peintures, solvants, accessoires et matériaux souillés (pinceaux, brosses, filtres, masques, gants...), agents chimiques (ignifuges, pesticides...), huile (vidange...), tubes fluo

- **Déchets non dangereux et non inertes (ex D.I.B.)** : Déchets ménagers et assimilés, ils comprennent tous les déchets qui ne sont ni inertes, ni dangereux. Ils seront triés par nature et dirigés vers des centres de recyclage ou d'incinération. Les déchets non valorisables seront dirigés vers des centres de stockage de classe II.

Exemples : bois non traités, déchets verts, plâtre, métaux, matières plastiques, caoutchouc, pneus, textiles, moquettes, colles et mastics à l'eau, ...

- **Les emballages font partie des déchets non dangereux, non inertes (ex D.I.B) mais sont traités à part.**

Articles R 543-66 à R 543-74 du Code de l'environnement (ex décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975) relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages, précise que :

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage [...] sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

Sont concernés par ce décret les déchets résultants de l'abandon des emballages d'un produit à tous les stades de la fabrication ou de la commercialisation, autres que celui de la consommation ou de l'utilisation par les ménages.

## 6.2 Tri des déchets

### 6.2.1 Généralités

Chaque Entrepreneur est réputé producteur ou détenteur des déchets occasionnés par l'exécution de son marché. A ce titre, l'entrepreneur s'engage à respecter les dispositions législatives et réglementaires relatives à la valorisation et à l'élimination des déchets, et notamment à :

- Éliminer ou faire éliminer ses déchets dans des installations conformes à la loi,
- Valoriser ses déchets d'emballages par recyclage, réemploi ou incinération avec récupération d'énergie ou créer les conditions permettant la valorisation ultérieure de ses déchets d'emballages,
- Fournir en cas de contrôle des administrations compétentes, tout élément indiquant le mode d'élimination de ses déchets ou de ceux dont il a la garde.

Les entreprises devront donc assurer la gestion environnementale des déchets du chantier depuis le dépôt dans les bennes jusqu'à ce qu'ils soient confiés à un prestataire déchets.

De plus, chaque entreprise devra trier ses déchets et les transporter jusqu'aux lieux de stockage prévus à cet effet sur le chantier. En cas de contamination d'une benne par un produit interdit ou d'une benne déclassée, le coût de retraitement de la benne sera imputé à l'entreprise concernée, si elle est connue, ou à défaut selon le compte prorata.

L'organisation de la collecte, le contrôle du tri, l'évacuation des déchets et la récupération des Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) ainsi que leur compilation mensuelle seront quant à eux assurées par le responsable environnement du chantier (REC).

Pour rappel : **Le brûlage est strictement interdit** (Sauf en cas de présence d'insectes xylophages).

## 6.2.2 Coût de l'élimination des déchets

L'évacuation sur des sites habilités à recevoir les déchets non dangereux constitue une dépense d'intérêt commun. Ainsi, elle sera à la charge du compte prorata et gérée par l'entreprise gestionnaire de ce dernier.

Cependant, chaque entreprise est responsable du stockage, de la collecte et de l'évacuation des déchets dits dangereux (au sens réglementaire) qu'elle produit ou détient dans le cadre de l'exécution de son contrat. De ce fait, l'évacuation de ces déchets dangereux :

- S'effectue par les moyens propres à chaque entreprise, qui ne doit en aucun cas utiliser les lieux de stockage prévus pour les déchets non dangereux ;
- Reste à la charge de l'entreprise qui les produit ou détient, et est exclue des dépenses d'intérêt commun relevant du compte prorata ;

Enfin, le coût de l'élimination des déchets est réputé inclus dans le prix des marchés des entreprises.

## 6.2.3 Bennes à déchets

Concernant les bennes à déchets, le responsable environnement du chantier (REC) devra prévoir au minimum l'installation de deux bennes, l'une de déchets inertes et l'autre de DIB, ainsi que de bacs étanches pour trier les déchets dangereux des déchets non dangereux. Les déchets dangereux seront d'ailleurs stockés de préférence dans un local fermé, sur une zone délimitée, imperméabilisée et équipée d'un collecteur/décanteur.

Pour rappel : Tout déchet non dangereux souillé par un déchet dangereux devient à son tour un déchet dangereux. Il devient alors nocif pour l'environnement, et coûte, de surcroît, beaucoup plus cher à l'évacuation. Il devra être transmis les autorisations des prestataires déchets (centre de traitement, transporteur etc...).

De plus, le responsable environnement du chantier (REC) identifiera clairement chaque benne ou aire de dépôt par une couleur, un numéro, un pictogramme ou une représentation (dessin ou photo) des déchets qui y sont collectés (Cf. **annexe** : Pictogrammes déchets). Il devra aussi s'assurer que les abords des bennes et aires de dépôt des déchets sont régulièrement nettoyés.

Enfin, le **mélange de déchets à trier sélectivement ne sera pas accepté même temporairement**, et les déchets d'origine alimentaire dus à la présence des compagnons ne devront pas être éliminés dans les bennes de chantier. Ceux-ci devront être triés dans des poubelles spécifiques prévues dans les cantonnements de chantier et clairement identifiée.

### 6.3 Suivi des déchets

Trois textes principaux régissent le transport par route, le négoce et le courtage des déchets :

- Articles L 541-1 à L 541-48 du Code de l'environnement relatif à la prévention et à la gestion des déchets.
- Articles L 541-49 à L 541-79 du Code de l'Environnement relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets.
- Circulaire du 16 décembre 1998 : relative à la mise en œuvre du décret n°98-679 du 30 juillet 1998.

**Les transporteurs** devront fournir les **attestations autorisant le transport de déchets** et précisant leur destination précise conformément aux **Articles R 541-49 à R 541-61 et R 541-79 du Code de l'Environnement** relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets.

**Le récupérateur** devra fournir la **preuve écrite** au Maître d'Ouvrage que les déchets qu'il prend en charge sont correctement valorisés, recyclés ou à défaut traités par enfouissement ou incinération.

Les doubles des bordereaux de suivi des déchets seront conservés et classés par les REs sur le chantier.

Concernant les déchets dangereux, les **bordereaux réglementaires de suivi des Déchets Dangereux** devront être fournis par le prestataire chargé de leur enlèvement (formulaire CERFA N°12571), et les entreprises devront veiller à ce que ces bordereaux soient correctement remplis.

**Les entreprises devront aussi tenir à jour un tableau de gestion de ces déchets** mentionnant la date d'enlèvement et la nature des déchets, le n° du bon d'enlèvement, le prix de l'enlèvement / traitement.



Dispositions particulières : Si des déchets sont repris par les entreprises qui les génèrent pour les faire traiter dans une autre filière que celles mises en place sur le chantier, ces dernières devront intégrer au classeur chantier propre la preuve qu'elles ont confié ou éliminé leurs déchets de manière conforme à la loi en fournissant les bordereaux de suivi.

Le Responsable Environnement de Chantier devra quant à lui suivre les mouvements et impacts des transports de matériaux et de déchets du site. Sont inclus dans le suivi le transport de tous les matériaux arrivant sur le chantier (de tous les lots) de l'usine jusqu'au chantier. De plus, les trajets entre le chantier et l'établissement de traitement des déchets devront être pris en compte. Le relevé de ce suivi, transformé en kgCO2eq sera rapporté dans l'outil BREEAM par l'assessor.

## 6.4 Estimation des quantités de déchets

Un quantitatif prévisionnel des déchets doit être réalisé par chaque entreprise qui les classera suivant leur nature et l'une des catégories de déchets suivants :

- Déchets dangereux
- Déchets d'emballage
- Déchets non dangereux et inertes
- Déchets non dangereux et non inertes.
- Filières spécifiques

Remarque : À cette fin, un tableau est disponible en annexe de la présente charte.

## 6.5 Réduction de la production de déchets

Les entreprises devront aussi prévoir des moyens pour réduire leur production de déchets :

- Réduire à la source le volume, tonnage et nocivité des déchets ;
- Privilégier les fournisseurs proposant des emballages réduits, aisés à valoriser ou consignés.
- Établir des plans de calepinage et de réservations en vues de limiter la production de déchets ;
- Éviter les erreurs dans la mise en œuvre et dans la commande des matériaux ;
- Veiller à éviter tous les percements de reprise de réservations non signalées et non prévues car ils sont sujets à générer des déchets et nuisances de chantier supplémentaires ;
- Rationnaliser les livraisons pour limiter la production d'emballages ;
- Privilégier les choix de systèmes constructifs générant moins de déchets (composants préfabriqués...)
- Stocker soigneusement et pendant peu de temps les matériaux et produits sensibles, à l'abri des intempéries et du soleil, en évitant les risques de dommages causés par les autres corps d'état. Il convient d'éviter les transports inutiles ;
- Respecter les travaux déjà réalisés ;
- Réaliser les coffrages des réservations dans des matériaux permettant leur réutilisation (coffrages métalliques, bois réutilisables, boîte d'attente en cartons). En conséquence, les déchets de polystyrène doivent être supprimés ;
- Limiter les chutes de bois par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison ;
- Contrôler les emballages dès la passation des marchés avec les fournisseurs
- Réduire les pertes et chutes par une optimisation des modes de conditionnement.

## 7. Gestion des nuisances, pollutions et consommations de ressources

---

Pour répondre aux objectifs de la charte chantier propre, des dispositions doivent être prises par les entreprises pour améliorer la gestion des nuisances, des pollutions et des consommations de ressources.

### 7.1 Gestion des nuisances

#### 7.1.1 Nuisances acoustiques

La limitation des nuisances acoustiques concerne aussi bien les riverains que le personnel travaillant sur le site. Ainsi pour limiter ces nuisances, les dispositions suivantes devront être prises :

- Sensibiliser le personnel de chantier (nuisances vis-à-vis d'autrui et les risques encourus pour leur confort et santé) ;
- Avoir du matériel de chantier en conformité avec la réglementation et en bon état ;
- Positionner le matériel en fonction des points sensibles environnants ;
- Privilégier les techniques de mise en œuvre limitant les nuisances acoustiques ;
- Gérer le trafic ;
- Prévoir des aires de retournement pour les engins qui éviteront ainsi les marches arrière ;
- Utiliser des engins, des équipements et du matériel insonorisés ou moins bruyants ;
- Prévoir des protections auditives pour le personnel ;
- Regrouper les travaux bruyants dans des plages horaires déterminées pour minimiser leur impact sur le voisinage (dates et heures) :
  - Travaux interdits :
    - Avant 7 heures et après 22 heures les jours de semaine ;
    - Avant 8 heures et après 20 heures le samedi ;
    - Les dimanches et jours fériés, sauf autorisation de la maîtrise d'ouvrage.
- A défaut de restriction plus contraignante, les niveaux de bruit en limite de propriété suivants seront respectés les jours ouvrables :
  - Entre 7 h et 19h30 : 75 dB(A) en limite de chantier, avec des pics maximaux 1 à 85 dB(A)
  - Entre 19 h 30 et 22 heures : Emergence inférieure à 5 dB(A)

*Remarque : Le coordonnateur SPS pourra procéder à des contrôles de conformité du bruit.*

- Utiliser des équipements et matériels insonorisés ou moins bruyants ;
- Veiller lors de l'implantation des locaux de chantier ou des zones de stockage des matériaux, à ce qu'ils puissent contribuer à faire écran acoustique ;

- Positionner les équipements fixes afin de les éloigner des zones les plus sensibles vis-à-vis du bruit occasionné ;
- Veiller dans l'organisation du chantier à favoriser les voies de circulation pour limiter au mieux le nombre de manœuvres des camions et engins ;
- Utiliser les équipements électriques ou hydrauliques quand ils existent, en remplacement des équipements pneumatiques nécessitant l'usage d'un compresseur (précautions à prendre par temps de pluie ou en milieu très humide pour les appareils électriques)
- Utiliser de préférence une grue dont le moteur est placé en position basse, selon les possibilités d'encombrement, et utiliser une liaison radio pour les communications depuis le sol avec le grutier ;
- Utiliser des banches à système de serrage ne nécessitant pas l'usage du marteau pour leur fermeture ;
- Eviter les chutes de matériels quels qu'ils soient ;
- Dans la mesure du possible, utiliser du béton auto plaçant afin de réduire les interventions de vibrage ;
- Lors d'interventions au marteau piqueur, éviter d'attendre que les bétons soient trop secs ; privilégier les réservations par rapport au recours systématique au percement après coulage.
- Privilégier le raccordement au réseau électrique plutôt que l'utilisation de groupe électrogène
- **Des plages horaires devront être définies pour l'exécution des tâches très bruyantes identifiées.**

### 7.1.2 Nuisances visuelles

Pour limiter les nuisances visuelles engendrées par le chantier, il conviendra de prendre les dispositions suivantes :

- Maintenir en bon état la clôture du chantier, et la couleur des palissades sera choisie en fonction de l'environnement alentour ;
- Éviter toute dégradation des abords (constructions, véhicules, végétations, signalisations ...) ;
- Mettre en place du grillage autour de l'aire de stockage des déchets ;
- Nettoyer quotidiennement les abords du chantier ;
- Nettoyer régulièrement le chantier et les voies d'accès ;
- Nettoyer en fin de journée les zones de travail de tous les corps d'état (notamment les déchets) ;
- L'accès au chantier sera traité par des graves provisoires afin de limiter les traces de camions sur les voies publiques aux alentours. En cas d'impossibilité, un système de lavage des roues des camions pourra être mis en place avant la sortie du chantier. Si le dispositif choisi se révèle insuffisant, il faudra nettoyer régulièrement les accès au chantier.
- En cas de salissure des voies, un nettoyage sera effectué ;
- Prévoir l'organisation du stationnement de tous les véhicules (VL, VI, PL, engins) et le bétonnage ou le gravillonnage des aires de stationnement des engins afin d'en faciliter le nettoyage ;
- Prévoir le dé-affichage et dé-graffitage afin de maintenir l'ensemble des éléments des barrières en parfait état de propreté ;
- Nettoyer régulièrement les traces d'hydrocarbures au sol ;
- Organiser et baliser les zones de stockage ;
- Les bennes à déchets seront, si nécessaire, couvertes afin d'éviter l'envol des déchets ;
- Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire modifier tout ou partie des éléments conduisant à une dégradation évidente et irréfléchie de l'esthétique sur l'environnement ;

- Les limites de chantier seront clairement identifiées et délimitées ;
- Les piétons auront un passage sécurisé et protégé autour du chantier
  - Des panneaux bien éclairés seront en place au bénéfice des piétons et usagers de la route ;
  - Les alentours du site seront en bon états et propres ;
- Limiter le stationnement aux abords du chantier, les zones de parking tampon devront être précisées aux fournisseurs.

### 7.1.3 Nuisances dues au trafic

Pour limiter l'impact du chantier sur le trafic, les dispositions suivantes devront être prises :

- Respecter les réglementations locales pour la circulation des véhicules ;
- Rechercher des places de parking à proximité du chantier ;
- Gérer les apports de matériels et les enlèvements de déchets ;
- Organiser la circulation sur la voie publique ;
- Réduire et optimiser le stationnement des véhicules du personnel afin de produire le moins de gêne. Une réflexion sur l'acheminement du personnel sur le chantier devra être menée par les entreprises.
- Un plan d'accès au chantier indiquant l'itinéraire d'accès ainsi que les principales zones de stationnement et de livraison sera transmis par les entreprises à leurs sous-traitants.

## 7.2 Gestion des pollutions

Toujours dans l'objectif de limiter l'impact du chantier sur l'environnement, certaines dispositions devront être prises concernant la gestion des pollutions.

### 7.2.1 Pollution du sol, du sous-sol et de l'eau

Concernant la pollution du sol, du sous-sol et de l'eau, les dispositions à prendre seront :

- **Interdiction formelle de tout rejet dans le milieu naturel de produit polluant. De même, tout rejet d'effluents liquides non traités est strictement prohibé ;**
- **Interdiction des rejets polluants dans les réseaux d'assainissement ;**
- Etiquetage réglementaire des cuves, fûts, bidons et plots ;
- Stockage et identification des produits potentiellement polluants (leur volume est également évalué) ;
- Les produits de construction contenant des COV devront être stockés dans un endroit protégé pour éviter toute contamination de l'environnement. C'est à dire une zone de stockage, étanche, ventilée, protégée des intempéries. Cette zone aura un accès restreint aux seules personnes concernées.
- Placer un kit de dépollution dans un local identifié ;
- En cas de risque de rejet de substances dangereuses, prévoir des zones de stockage faisant l'objet d'une signalétique spécifique, ainsi que des dispositions permettant une isolation du sol et une récupération des éventuels rejets ;
- Utiliser des produits offrant une garantie de moindre toxicité (ex : huiles de décoffrages végétales, ou système coffrant sans huile) ;

- Les entreprises devront fournir aux responsable environnement du chantier les fiches de sécurité des produits dangereux relatifs à leur lot ;
- Un bac de décantation sera utilisé pour la récupération des eaux de lavage des bennes à béton, avant leur recyclage. Après une nuit de sédimentation, chaque matin, l'eau claire sera rejetée et le dépôt béton extrait des cuves de décantation jeté dans la benne à gravats inertes ;
- Mettre en place d'un séparateur d'hydrocarbure ou d'un débourbeur en fonction du contexte ;
- Interdiction de laver les toupies de béton sur le chantier et les retourner à la centrale de fabrication du béton ;
- Les sols souillés par des produits déversés accidentellement dans le sol seront évacués vers un lieu de traitement agréé. A défaut ces terres seront placées dans la benne DIS ;
- Aucune vidange de matériel ne sera réalisée sur le site ;

### 7.2.2 Pollution de l'air

Pour limiter la pollution de l'air sur le chantier, les dispositions suivantes seront prises :

- Interdiction stricte des brûlages sauf dans des cas réglementaires ou sanitaires bien spécifiques ;
- Respect des prescriptions indiquées, pour tout produit faisant l'objet d'une fiche de données sécurité
- Privilégier l'outillage muni de filtre à poussière ;
- Les aires bétonnées doivent être régulièrement balayées, les poussières collectées et vidées dans la benne de déchets inertes ;
- En période sèche, les travaux générateurs de poussières seront réalisés après arrosage superficiel des surfaces concernées et ceci autant de fois que nécessaire pour minimiser les envols de poussière ;
- Les envols de matériaux seront évités en adaptant les techniques de construction ;
- Les stockages de matériaux légers (bennes à déchets notamment) seront munis de couvercles ou tout dispositif ayant les mêmes effets ;
- Recouvrir les matériaux fins ou pulvérulents d'une bâche lors des transports et le tri des déchets et les stocker à l'abri du vent ;
- Les matériels électriques seront préférés aux matériels thermiques ;
- Tous les équipements pouvant émettre des substances toxiques, notamment les gaz d'échappement seront traités pour rejeter l'air vicié à l'extérieur et maintenir un air sain à l'intérieur.
- Les pots de peintures seront fermés hermétiquement et entreposés dans des espaces de stockage correctement ventilés.
- L'ensemble des réseaux et des équipements de ventilation seront protégés de la poussière, ainsi que tous les conduits de ventilation et les ouvertures des équipements. Ces protections seront contrôlées durant toute la durée du chantier et retirées à la fin de la réalisation de l'ouvrage, après nettoyage du bâtiment et avant la mise en service des équipements CVC.
- Les entreprises privilégieront les fournisseurs les plus proches de l'opération afin de minimiser l'impact du projet sur l'environnement, mais également dans le but de minimiser les coûts de transport (utilisation de carburants, émission de CO2...) ;
- Lors de la réception des matériaux, l'entreprise effectuera un contrôle visuel pour vérifier l'absence d'humidité et de moisissure. En cas de dégradation visible, l'entreprise est en droit de refuser le matériau.
- **PURGE (FLUSH-OUT) AVANT OCCUPATION**

#### ○ Flush-out

Une procédure de purge, flush-out, ou sur-ventilation forcée du bâtiment sera effectuée pour évacuer les poussières et les polluants accumulés pendant le chantier.

- La méthode de flush-out est laissée libre et sera proposée par l'entreprise responsable du CVC selon les capacités des systèmes de ventilation.
- Les systèmes de ventilation seront mis en grand vitesse pendant une certaine durée.
- Les désenfumages seront forcés ponctuellement
- Une ouverture prolongée de fenêtres sera également réalisée
- Les filtres des équipements de ventilation, notamment la CTA, seront changés après le flush-out, et avant l'occupation
- Un nettoyage approfondi du bâtiment sera réalisé. Le bâtiment sera livré dans un état de propreté à un niveau tel que l'on peut le demander à l'utilisation. Les abords du bâtiment, cheminements extérieur, espaces verts et emplacements de stationnement seront également nettoyés.
- Le flush-out doit être réalisé en maintenant une température intérieure d'au moins 15°C et une humidité relative de plus de 60%, en soufflant les volumes suivants (au choix) :

- 4266 m<sup>3</sup> d'air extérieur par m<sup>2</sup> de plancher, avant l'occupation

OU

- 1066 m<sup>3</sup> d'air extérieur par m<sup>2</sup> de plancher, avant l'occupation, associé à un second flush-out de 3200 m<sup>3</sup> par m<sup>2</sup> après l'installation. Durant ce flush-out en occupation, le système doit fournir au moins 0,1 m<sup>3</sup> par minute (6 m<sup>3</sup> par heure par m<sup>2</sup>)

### 7.2.3 Pollution accidentelle

Les entreprises devront établir des procédures traitant des cas de pollution accidentelle.

En cas de pollution non maîtrisée et non traitée, les autorités locales devront être informées dans les meilleurs délais.

## 7.3 Limitation des consommations de ressources

Dans la continuité de cette démarche de réduction des impacts environnementaux du chantier, des dispositions devront être prises pour limiter les consommations de ressources durant la construction.

### 7.3.1 Consommation d'énergie

Concernant la consommation d'énergie, il est demandé que soit mis en place :

- Le suivi des consommations en KWh et/ou en litre de fuel en énergie du site par le responsable environnement du chantier. À partir de cela, les émissions en CO<sub>2</sub> seront calculées rapportées dans le classeur environnement ;
- L'utilisation de luminaires basse consommation pour les bureaux, vestiaires et salles de réunions de la base vie.

- L'utilisation de commandes d'éclairage par horloge pour les bungalows de chantier : Extinction de l'éclairage de 20h à 7h et le week-end ;

### 7.3.2 Consommation d'eau

Concernant l'eau, la réduction de sa consommation passera par :

- Le suivi des consommations en m3 d'eau du site par le responsable environnement du chantier ;
- L'utilisation de la robinetterie temporisée et/ou des économiseurs d'eau sur les becs des robinets des lavabos de la base vie ;
- La mise en place d'électrovannes après le compteur à eau minuté sur les horaires de chantier, afin d'éviter les fuites ;
- En accord avec la maîtrise d'ouvrage, une stratégie de récupération des eaux de pluie pourra être adoptée notamment pour l'arrosage des surfaces, le nettoyage du matériel et le lessivage des sols.

## 7.4 Protection de la faune et de la flore

De par la présence de la colline aux oiseaux aux abords du site, il faudra veiller à ce que la faune et de la flore soit protégées durant le chantier :

- Les végétaux conservés et présents dans l'enceinte du chantier seront repérés dans le plan d'installation, et des mesures de protections adaptées seront mises en œuvre pour leurs conservations (Un espace comprenant les périmètres des branches et des racines sortantes devra être matérialisé).
- En cas de suppression d'arbres, ceux-ci seront coupés en dehors des périodes de nidifications pour ne pas déranger les oiseaux en période de ponte.
- En période de terrassement, les terres de déblais seront laissées en place le temps que l'entomofaune migre vers des zones refuges.
- Pour garder la biodiversité locale, il est conseillé de conserver la « bonne terre » du site existant puisqu'elle comporte une sélection de graines de plantes locales.
- Chaque intervenant, et plus particulièrement les référents environnement, veilleront à ce que :
  - Les seaux d'eau soient retournés pour éviter que des animaux restent bloqués à l'intérieur et/ou se noient.
  - Les poteaux creux soient bouchés pour éviter que des animaux restent bloqués à l'intérieur
  - Les éclairages ne soient pas dirigés vers le ciel

## 8. Pénalités

---

La Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage, appuyés par le contrôleur SPS, vérifierons le respect de la présente charte.

En cas de manquement, des pénalités pourront éventuellement être appliquées selon le barème ci-joint :

- Dépôts de déchet(s) dans une benne non appropriée : 500 € HT
- Dépôts sauvages ou enfouissements de déchets : 1.000 € HT
- Stockage de produits ou matériels en zone interdite : 150 € HT
- Insuffisance de propreté et de tenue en état du chantier : 160 € HT / infraction
- Retard remise des pièces demandées dans la présente charte pendant la période de préparation : 160 € HT / jour
- Absence du Responsable Environnement à la réunion de chantier : 100 € HT/ jour
- Plainte de riverains non prise en charge par l'entreprise : 100 € HT/ jour
- Non remise des bordereaux de déchets de chantiers lors de la réunion de chantier : 100 € HT/ jour de retard
- Non-respect de toute autre disposition de la Charte : 75 euros HT

Le Maître d'Œuvre d'exécution est désigné comme conciliateur en cas de litiges ; sa décision est considérée comme définitive.

Les dégâts, salissures, pollutions, causés par les entrepreneurs aux ouvrages de voiries, réseaux divers et aménagement général, seront réparés aux frais des entrepreneurs.

En cas de constatation de faillite d'une entreprise sur le respect des exigences environnementales prévues dans cette charte, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit après mise en demeure adressée par RAR, de se substituer à l'entreprise et de mandater, aux frais de celle-ci, un intervenant extérieur. Cette mention concerne tout particulièrement le tri et la collecte des déchets.

**Lu et approuvé**

**L'entreprise,**



# ANNEXES

## 1. Pictogrammes des différents types de déchets

### 1.1 Déchets dangereux



## 1.2 Déchets d'emballage

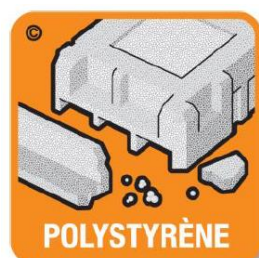


## 1.3 Déchets non dangereux et inertes



## 1.4 Déchets non dangereux et non inertes





### 1.5 Filières spécifiques







Formulaire CERFA n° 12571\*01

Décret n°2005-635 du 30 mai 2005  
Arrêté du 29 juillet 2005

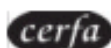
### Bordereau de suivi des déchets

Page n° /

- À REMPLIR PAR L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

<b>Bordereau n° :</b> <input type="checkbox"/> Producteur du déchet <input type="checkbox"/> Collecteur de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique ( <i>joindre annexe 1</i> )  <input type="checkbox"/> Personne ayant transformé ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable ( <i>joindre annexe 2</i> ) <input type="checkbox"/> Autre détenteur N° SIRET : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ] NOM : _____ Adresse : _____  Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____		<b>2. Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue</b> Entreposage provisoire ou reconditionnement <input type="checkbox"/> oui ( <i>cadres 13 à 19 à remplir</i> ) <input type="checkbox"/> non N° SIRET : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ] NOM : _____ Adresse : _____  Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____  N° de CAP (le cas échéant) : _____ Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) : _____	
<b>3. Dénomination du déchet</b> Rubrique déchet : [ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ] Dénomination usuelle : _____ Consistance : <input type="checkbox"/> solide <input type="checkbox"/> liquide <input type="checkbox"/> gazeux		<b>4. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADNR, IMDG (le cas échéant)</b> _____	
<b>5. Conditionnement:</b> <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) _____ Nombre de colis : _____		<b>6. Quantité</b> <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée    tonne(s) : _____	
<b>7. Négociant (le cas échéant)</b> N° SIREN : [ ][ ][ ][ ] [ ][ ][ ][ ] [ ][ ][ ][ ] NOM : _____ Adresse : _____		Récépissé n° : _____ Département : _____ Limite de validité : _____ Personne à contacter : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____	
<b>- À REMPLIR PAR LE COLLECTEUR-TRANSPORTEUR -</b>			
<b>8. Collecteur-transporteur</b> N° SIREN : [ ][ ][ ][ ] [ ][ ][ ][ ] [ ][ ][ ][ ] NOM : _____ Adresse : _____  Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____		Récépissé n° : _____ Département : _____ Limite de validité : _____ Mode de transport : _____ Date de prise en charge : ____ / ____ / ____  Signature : _____ <input type="checkbox"/> Transport multimodal ( <i>Cadres 20 et 21 à remplir</i> )	
<b>- DÉCLARATION GÉNÉRALE DE L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -</b>			
<b>9. Déclaration générale de l'émetteur du bordereau :</b> Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : _____ Date : ____ / ____ / ____		Signature et cachet : _____	
<b>- À REMPLIR PAR L'INSTALLATION DE DESTINATION -</b>			
<b>10. Expédition reçue à l'installation de destination</b> N° SIRET : [ ][ ][ ][ ] [ ][ ][ ][ ] [ ][ ][ ][ ] [ ][ ][ ][ ] NOM : _____ Adresse : _____  Personne à contacter : _____ Quantité réelle présentée : _____ tonne(s) Date de présentation : ____ / ____ / ____ Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : _____  Signataire : _____ Signature et cachet : _____ Date : ____ / ____ / ____		<b>11. Réalisation de l'opération :</b> Code D/R : _____ Description : _____  Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée NOM : _____ Date : ____ / ____ / ____ Signature et cachet : _____	
<b>12. Destination ultérieure prévue (dans le cas d'une transformation ou d'un traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable le nouveau bordereau sera accompagné de l'annexe 2 du formulaire CERFA n°12571*01) :</b> Traitement prévu (code D/R) : _____ N° SIRET : [ ][ ][ ][ ] [ ][ ][ ][ ] [ ][ ][ ][ ] [ ][ ][ ][ ] NOM : _____ Adresse : _____ Personne à contacter : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____			

*L'original du bordereau suit le déchet.*

**Bordereau de suivi des déchets (suite)**

Page n° /

N° du bordereau de rattachement :

**- À REMPLIR EN CAS D'ENTREPOSAGE PROVISOIRE OU DE RECONDITIONNEMENT -**

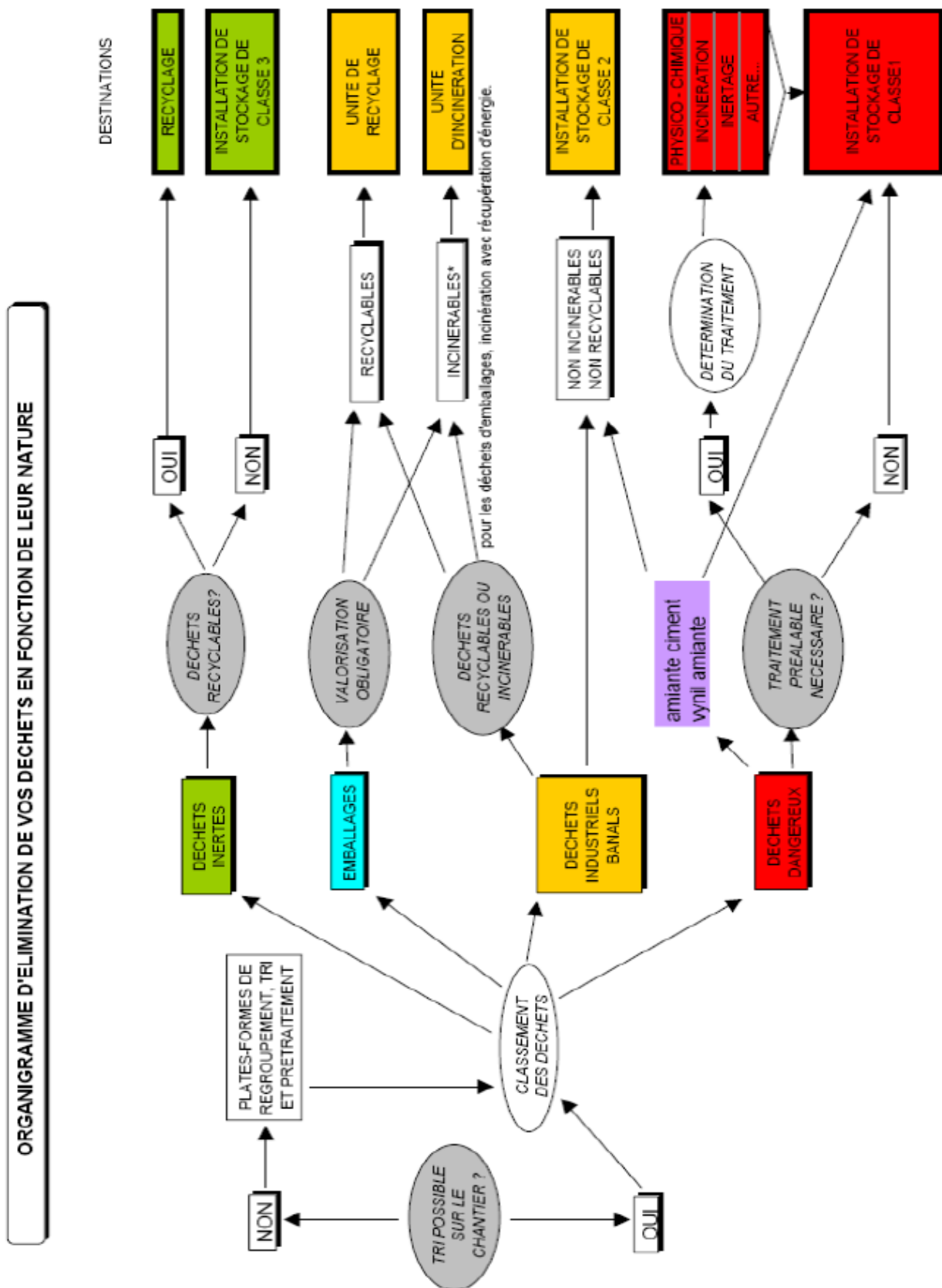
<b>13. Réception dans l'installation d'entreposage ou de reconditionnement</b> N° SIRET : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : Adresse : Quantité présentée : <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) Date de présentation : / / Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : Date : / / Signature et cachet :	<b>14. Installation de destination prévue</b> N° SIRET : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mèl : Personne à contacter : N° de CAP (le cas échéant) : Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) : Cadre 14 rempli par : <input type="checkbox"/> Émetteur du bordereau (cf cadre 1) <input type="checkbox"/> Installation d'entreposage ou de reconditionnement (cf cadre 13)
<b>15. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant) :</b> (à remplir en cas de reconditionnement uniquement)	
<b>16. Conditionnement :</b> <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) Nombre de colis :	
<b>17. Quantité</b> <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) (à remplir en cas de reconditionnement uniquement)	
<b>18. Collecteur-transporteur après entreposage ou reconditionnement</b> N° SIRET : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mèl : Personne à contacter : Récépissé n° : Limite de validité : Mode de transport : Date de la prise en charge : / / Signature : <input type="checkbox"/> Transport multimodal (Cadres 20 et 21 à remplir)	
<b>19. Déclaration de l'exploitant du site d'entreposage ou de reconditionnement :</b> Je soussigné certifie que les renseignements portés ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : Date : / / Signature et cachet :	

**- À REMPLIR EN CAS DE TRANSPORT MULTIMODAL -**

<b>20. Collecteur-transporteur n°</b> N° SIRET : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mèl : Personne à contacter :	Récépissé N° : Limite de validité : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature :
<b>21. Collecteur-transporteur n°</b> N° SIRET : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mèl : Personne à contacter :	Récépissé N° : Limite de validité : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature :

Ce feuillet n'est à joindre que lorsqu'une des cases est remplie.

### 3. Organigramme de gestion des déchets de chantier



## CADRE DE RÉPONSE DÉMARCHE CHANTIER PROPRE

**Ce document est à joindre OBLIGATOIREMENT au dossier de réponse à l'appel d'offre.**

Vous attestez avoir pris connaissance de la présente Charte Chantier Propre, jointe au dossier de candidature.

Nom de l'entreprise :

Nom du responsable de l'entreprise (déléataire du pouvoir de signature):

Téléphone :

Fax :

Mail :

Dans le cadre de la démarche CHANTIER PROPRE, un Responsable Environnement doit être nommé au sein de chaque entreprise.

Merci d'indiquer ci-dessous les coordonnées de la personne désignée sur le chantier.

Nom du responsable environnement :

Téléphone :

Mail :

## 1. COMPÉTENCES ET MÉTHODOLOGIE

Vos formations :

Vos méthodes d'encadrement et de contrôle sur le chantier :



## 2. IDENTIFICATION ET MAITRISE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU CHANTIER

<b>Impacts environnementaux</b>	<b>Description de l'activité de l'entreprise à l'origine de l'impact (nature des produits utilisés, du matériel...).</b>	<b>Phase et durée prévisionnelle</b>	<b>Dispositions proposées pour la maîtrise des impacts environnementaux</b>
Propreté / Impacts visuels			
Bruit			
Pollution de l'eau			
Pollution de l'air (poussières...)			
Pollution des sols			
Circulation			
Autres			

### 3. ORGANISATION ET GESTION DES DÉCHETS

Classe des déchets	Type de déchets	Date prévisionnelle de production	Estimation de la quantité produite	Utilisation des bennes du chantier (OUI ou NON)
DECHETS DANGEREUX				
DECHETS D'EMBALLAGE				
DECHETS NON DANGEREUX ET INERTES				
DECHETS NON DANGEREUX ET NON INERTES				
FILIERES SPECIFIQUES				
Précisez les mesures spécifiques mises en œuvre pour limiter la production de déchets :				



**Afin d'assurer un suivi de la production de déchets liées au chantier, vous vous engagez à nous transmettre copie des bordereaux de suivi des déchets ainsi que les preuves de leur valorisation.**

**Dans le cas d'un traitement privé de vos déchets, vous vous engagez à nous remettre votre autorisation de transport de déchets ainsi que tous les justificatifs de traitement.**

**Vous vous engagez à effectuer un suivi des consommations d'électricité, d'eau et de transport des matériaux.**

## 4. LIMITATION DES NUISANCES LIÉES AU CHANTIER

Rappel des exigences de la démarche chantier propre :


Les engins listés à l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002 et respectant les niveaux de la phase 2 des niveaux admissibles, sont utilisés sur le chantier, avec en priorité ceux qui affichent un niveau sonore inférieur de 5 dB(A), au seuil imposé par cet arrêté.

Pour les engins listés à l'article 6, l'entreprise fournit les informations sur le niveau sonore de ces derniers. Les engins dont le niveau sonore est inférieur à 100 dB de puissance acoustique seront sélectionnés. L'utilisation de ces engins fait l'objet d'une information auprès des riverains, précisant la date, l'heure et la durée de leur utilisation.

**Vous vous engagez à fournir les PV acoustiques et niveaux d'émissions polluantes de chaque engin ou véhicule utilisé sur le chantier.**

## 5. CHOIX DES MATÉRIAUX ET PRODUITS DE CONSTRUCTION

Vous vous engagez à fournir les fiches caractéristiques de tous les matériaux mis en œuvre sur le chantier :

- Avis Techniques
  - Fiches de Sécurité
  - Fiches de Données Environnementales et Sanitaires (disponibles gratuitement sur [www.inies.fr](http://www.inies.fr)) 
- Profils Environnementaux des Produits (PEP) (concerne uniquement le lot électricité)